

- 4 Durand (Roger-Louis-Marie), du groupe de subdivisions de Chartres.  
5 Maso (Alphonse-Baudile-Jean), du groupe de subdivision de Bordeaux.

2° Conditions particulières (loi n° 55-1034 du 4 août 1955).

- 1 Daly (Henry-Georges), du groupe du Pacifique.  
2 Toréjmann (Isaac-Lucien), du corps d'armée d'Oran.  
3 Guindon (Jean-Raoul-Alexandre), du groupe du Pacifique.  
4 Hamel (Elienne-Marie-Jean), de la subdivision autonome de la Seine.  
5 Houles (Edouard-Gabriel), du groupe de subdivisions de Pau.  
6 Lemesle (Georges-René-Jean), du groupe de subdivisions de Versailles.  
7 Roubaud (Lucien-Denis-Henri), du groupe de subdivisions de Marseille.  
8 Clément (Gérard-Henri-Jacques), du groupe de subdivisions de Nancy.  
9 Bonnessel du Bourg (Alain-André-Marie-Jean), de la subdivision autonome de la Seine.  
10 Duchesne (Louis-Joseph), de la subdivision autonome de la Seine.  
11 Ferre (Bernard-Raymond-Georges), de la subdivision autonome de la Seine.  
12 Navarro (Paul-Georges), du groupe de subdivisions de Lyon.  
13 Convers (Roger-Jean), de la subdivision autonome de la Seine.  
14 Brunel (Pierre), de la subdivision autonome de la Seine.  
15 Chevalier (Daniel-Eugène-Edmond), de la subdivision autonome de la Seine.  
16 Moulin (Pierre-Victor-Jean), de la subdivision autonome de la Seine.  
17 Beissel (Pierre-Franz-Jean-Joseph-Marie-Gérard), de l'Afrique équatoriale française.

#### Artillerie de marine.

Pour le grade de capitaine.

MM. les lieutenants:

a) De campagne.

1° Conditions générales.

- 1 Benard (Pierre-Jacques-André), de la subdivision autonome de la Seine.  
2 Clanet, dit Lamanit (Alain-Pierre), du groupe de subdivisions de Lyon.  
3 Giret (Raoul-Irénée), du groupe de subdivisions de Versailles.  
4 Sice (Gérard-Antoine), du corps d'armée d'Alger.

2° Conditions particulières (loi n° 55-1034 du 4 août 1955).

- 1 Fontana (Edouard-Joseph-Marcel), du groupe de subdivisions d'Amiens.  
2 Bosc (Henri-Armand), de la subdivision autonome de la Seine.  
3 Fauvellet (Jacques-Ernest-Fernand), du groupe de subdivisions de Grenoble.

b) F. T. A.

1° Conditions générales.

- 1 Faivre-Vuillin (Maurice-Roger), du groupe de subdivisions de Besançon.

2° Conditions particulières (loi n° 55-1034 du 4 août 1955).

- 1 Doze (André-Germain), du groupe de subdivisions de Toulouse.

#### II. — SERVICES

##### Service de santé d'outre-mer.

##### MÉDECINS

Pour le grade de médecin capitaine.

MM. les médecins lieutenants:

Conditions générales.

- 1 Roumieu (Charles), des troupes de Madagascar.  
2 Kantor (Stéphane), des troupes de Madagascar.  
3 Ralambondrainy (Henri-Samuel), des troupes de Madagascar.  
4 Andriamasy (Alfred-Charles), des troupes de Madagascar.

##### PHARMACIENS

Pour le grade de pharmacien capitaine.

Conditions générales.

- 1 M. le pharmacien lieutenant Le Goff (Louis-Paul), des troupes de Madagascar.

## MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**Décret du 22 avril 1959 modifiant un précédent décret portant nomination d'un professeur titulaire à la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Rennes.**

Par décret en date du 22 avril 1959, le décret du 7 janvier 1959 portant nomination d'un professeur titulaire à la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Rennes est modifié ainsi qu'il suit:

M. Freville, professeur titulaire à titre personnel à la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de Rennes, est nommé professeur dans la chaire d'histoire économique et institutionnelle de la même faculté (emploi créé), à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1958, et titularisé, à cette date, dans le grade correspondant.

#### Conditions d'attribution du diplôme de professeur de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et l'ouverture des salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat;

Vu le décret n° 58-471 du 3 mai 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi susvisée;

Vu l'arrêté en date du 9 janvier 1959 du ministre de l'éducation nationale portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports;

Sur proposition du sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air,

Arrête:

Art. 1<sup>er</sup>. — La délivrance du diplôme prévu à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 novembre 1955 est subordonnée au succès aux épreuves d'un examen. Les candidats à cet examen doivent satisfaire aux conditions fixées par l'article 1<sup>er</sup> (1° et 2°) de ladite loi et être âgés d'au moins vingt et un ans à la date de l'examen.

La possession de ce diplôme confère à ses titulaires le droit d'enseigner le judo, le jiu-jitsu et les méthodes de combat assimilées, sous réserve des dispositions de l'article 3 du décret du 3 mai 1958. Ce droit peut être retiré dans les conditions prévues à l'article 9 dudit décret.

Les méthodes de combat assimilées seront déterminées, en tant que de besoin, par décision du haut commissaire à la jeunesse et aux sports, sur proposition du comité consultatif national. Sont susceptibles d'être assimilées toutes méthodes de combat qui présentent un ou plusieurs éléments techniques communs avec le judo et le jiu-jitsu.

Art. 2. — Tout candidat à l'examen prévu à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est tenu de constituer un dossier adressé au secrétariat du comité consultatif national et comprenant les pièces suivantes:

1° Une demande adressée au ministre chargé des sports en vue d'être autorisé à se présenter à l'examen de professeur de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées comportant, le cas échéant, l'indication du numéro et de la date de la licence sportive du candidat si celui-ci est affilié à une fédération compétente en matière de judo, jiu-jitsu ou disciplines assimilées;

2° Un extrait d'acte de naissance;

3° Un certificat de nationalité;

4° Un bulletin n° 3 de casier judiciaire datant de moins de trois mois;

5° Un certificat médical d'aptitude aux sports de combat délivré depuis moins de trois mois et précisant que l'intéressé est indemne de toute affection contagieuse;

6° Deux photos d'identité;

7° Eventuellement, un palmarès ou des références sportives en judo, jiu-jitsu ou méthodes de combat assimilées, attestées par le président du club dont dépend l'intéressé et contresignées par le président de la fédération intéressée.

Art. 3. — L'examen de professeur de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées comporte les épreuves suivantes, notées sur 20:

#### I. — ÉPREUVES TECHNIQUES

Les épreuves se déroulent dans l'ordre défini ci-dessous.

1° Épreuves de randori (combat d'entraînement).

Au sol (durée: trois minutes).

Debout (durée: trois minutes).

Les deux épreuves ne sont pas consécutives. Le jury désigne les combattants par tirage au sort; il n'est pas tenu compte des catégories de poids.

Coefficient 2

**2<sup>o</sup> Démonstration et explications  
concernant différents mouvements de judo.**

a) Quinze mouvements debout ou au sol : enchainements usuels, contres, parades et ripostes. Les mouvements désignés dans les deux terminologies des méthodes Kodokan et Kawaishi sont tirés au sort par les candidats ;

b) Présentation de trois katas et de cinq katus au choix du candidat.

Coefficient 3.

**3<sup>o</sup> Exercices d'attaque et de défense non sportive du judo,  
jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées.**

a) Interrogation sur les points dits vitaux ;

b) Démonstration de dix mouvements au choix du candidat : coups frappés dits atemis, strangulations, luxations, enchainements possibles.

Coefficient 2.

Les candidats qui n'obtiennent pas un total minimum de 70 points aux épreuves susvisées ou qui se voient attribuer une note égale ou inférieure à 5 à l'une de ces épreuves maintenue après délibération du jury ne sont pas admis à prendre part aux autres épreuves de l'examen.

**4<sup>o</sup> Epreuves de compétition.**

Les candidats sont classés par ordre croissant de poids et divisés par poules de cinq concurrents.

Durée des combats : quatre minutes.

Les épreuves de compétition sont notées selon le barème suivant :

Victoire par ippon : 5 points.

Victoire par waza-ari : 4 points.

Décision par 3 voix : 3 points.

Décision par 2 voix contre une : 2 points au vainqueur, 1 point au battu.

Au cas où la dernière poule serait incomplète, le jury complète cette poule par des candidats ayant déjà subi les épreuves de compétition, appartenant à des poids correspondant à des catégories de poids immédiatement avoisinantes et ayant obtenu la note de 40 ou la plus proche de 40. Si plusieurs candidats remplissent les mêmes conditions, ils sont choisis par tirage au sort.

Si au cours du déroulement des épreuves, une poule devient incomplète par suite d'un accident survenu à un candidat, cette poule est complétée comme indiqué ci-dessus.

Les points acquis par les candidats choisis pour compléter une poule s'ajoutent aux points déjà obtenus.

Coefficient 4.

Les candidats qui obtiennent une note égale ou inférieure à 5 aux épreuves de compétition, maintenue après délibération du jury, ne sont pas admis à prendre part aux autres épreuves de l'examen.

**II. — EPREUVES THÉORIQUES**

**1<sup>o</sup> Epreuves écrites.**

a) Anatomie et physiologie élémentaires du corps humain ;

Hygiène, secourisme, katsu ;

Prévention des accidents.

Durée : deux heures, coefficient 2.

b) Notions générales sur l'histoire et l'évolution du judo et du jiu-jitsu et des méthodes de combat assimilées.

Généralités concernant les méthodes de combat assimilées.

Durée : une heure, coefficient 1.

**2<sup>o</sup> Epreuves orales.**

a) Notions sur l'organisation générale du sport en France ;

La réglementation légale du judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées ;

Statuts et règlements de la fédération française de judo et des disciplines assimilées. Les fédérations affiliées ;

Organisation des réunions publiques et des championnats ;

Règles d'arbitrage international en judo.

Coefficient 1.

b) Equipement d'une salle destinée à la pratique du judo, du jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées ;

L'entraînement sportif en vue de la pratique du judo, du jiu-jitsu et des méthodes de combat assimilées, les sports de base ;

Avantages et dangers de la pratique du judo, du jiu-jitsu et des méthodes de combat assimilées. Contre-indication à la pratique de ces activités. Les sports complémentaires.

Coefficient 3.

**III. — EPREUVES DE PÉDAGOGIE PRATIQUE**

a) Présentation et direction d'une séance d'activités physiques généralisées d'au moins quinze minutes (groupe de plus de dix élèves).

Coefficient 2.

b) Enseignement de différents mouvements de judo, de jiu-jitsu et de méthodes de combat assimilées à des débutants ou à des élèves confirmés, vingt minutes. Le choix des mouvements est laissé à l'initiative du candidat.

Coefficient 2.

c) Composition et direction d'une leçon de judo d'une heure (groupe de plus de dix élèves). Une demi-heure est accordée aux candidats pour composer un plan de leçon à remettre au jury avant l'épreuve. Le jury demandera tout ou partie de la leçon.

Coefficient 2.

d) Arbitrage pratique. Il pourra être demandé aux candidats un arbitrage pratique à l'occasion des épreuves de compétition.

Coefficient 2.

Art. 4. — La date et le lieu d'examen sont fixés par le ministre chargé des sports, sur proposition du comité consultatif national.

Pour être admis, les candidats doivent avoir obtenu à la fin de l'examen un total minimum de 260 points, dont au moins 70 aux épreuves techniques 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>. Toutefois, tout candidat qui obtient une note égale ou inférieure à 5, maintenue après délibération du jury, dans l'une quelconque des épreuves, est éliminé.

Art. 5. — Le détail des matières au programme de l'examen défini aux articles ci-dessus est annexé au présent arrêté (1).

A titre transitoire et pendant une période de deux ans à compter de la publication du présent arrêté, les candidats auront le choix entre les deux méthodes actuellement pratiquées en France (méthode dite « Kawaishi », méthode dite « Kodokan »).

Art. 6. — Le jury chargé d'examiner les candidats comprend :

Le haut commissaire à la jeunesse et aux sports, ou son représentant, président.

Deux représentants de la fédération française de judo et des disciplines assimilées.

Deux représentants des organisations professionnelles les plus représentatives, titulaires du diplôme faisant l'objet du présent arrêté.

Trois professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive, titulaires du diplôme faisant l'objet du présent arrêté, désignés par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports.

Le professeur ou maître d'éducation physique et sportive chargé de la section des sports de combat à l'institut national des sports, ou son représentant.

Un médecin désigné par le haut commissaire à la jeunesse et aux sports.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Après chaque examen, le jury établit un classement qu'il adresse au ministre chargé des sports.

A titre transitoire et jusqu'à la date de délivrance des premiers diplômes après examen ou par équivalence, les représentants des organisations professionnelles et les professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive seront désignés parmi les personnes susceptibles de recevoir par équivalence de titres le diplôme créé par le présent arrêté.

Art. 7. — Les candidats ayant réussi aux épreuves de l'examen créé par le présent arrêté reçoivent un diplôme signé par le ministre chargé des sports ou par son représentant.

Art. 8. — Les professeurs de judo, de jiu-jitsu et de méthodes de combat assimilées en exercice à la date de la publication de la loi du 28 novembre 1953 pourront, à titre transitoire, conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi susvisée, obtenir par équivalence le diplôme créé par le présent arrêté.

Les professeurs en exercice à la date de la publication du présent arrêté qui ont commencé à exercer leur profession à une date postérieure à la publication de la loi susvisée pourront, à titre transitoire, se présenter à un examen spécial défini à l'article 9 ci-dessous.

Un arrêté du haut commissaire à la jeunesse et aux sports, pris après avis de la commission d'examen des titres, déterminera les conditions que devront réunir les professeurs visés aux alinéas ci-dessus pour bénéficier de ces dispositions transitoires, les délais qui leur seront accordés pour déposer les demandes d'obtention du diplôme par équivalence ou pour se présenter à l'examen spécial et les conditions dans lesquelles ils pourront, en attendant d'obtenir le diplôme créé par le présent arrêté, continuer l'exercice de leur profession.

Art. 9. — L'examen spécial prévu à l'article 8 ci-dessus comporte les épreuves suivantes, notées sur 20 :

Epreuves théoriques et épreuves de pédagogie pratique déterminées à l'article 3 du présent arrêté.

(1) Il sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale.

Pour être admis, les candidats doivent obtenir, à la fin de l'examen, un total minimum de 150 points. Toutefois, tout candidat qui obtient une note égale ou inférieure à 5, maintenue après délibération du jury, dans l'une quelconque des épreuves est éliminé.

Les candidats admis reçoivent le diplôme prévu à l'article 7 ci-dessus.

Le jury chargé d'examiner les candidats est composé de la même manière que celui défini à l'article 6 ci-dessus.

La date et le lieu de l'examen sont fixés par le ministre chargé des sports, sur proposition du comité consultatif national.

Art. 10. — Il est institué une commission d'examen des titres désignée par le ministre chargé des sports et qui comprend obligatoirement :

Le ministre chargé des sports ou son représentant, président.

Un représentant du ministre de la santé publique.

Trois représentants du haut commissariat à la jeunesse et aux sports.

Deux représentants de la fédération française de judo et des disciplines assimilées.

Deux représentants des organisations professionnelles les plus représentatives faisant l'objet du présent arrêté.

Deux professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive, désignés par le haut commissariat à la jeunesse et aux sports.

La commission a pour rôle :

De proposer la liste des diplômes, brevets ou certificats dont la possession permettra à leur titulaire d'obtenir par équivalence le diplôme de professeur de judo, de jiu-jitsu et de méthodes de combat assimilées ou de se présenter à l'examen spécial prévu à l'article 9 ci-dessus ;

De donner son avis sur les modalités d'application des mesures transitoires prévues à l'article 8 ci-dessus ;

D'étudier les cas particuliers qui pourraient lui être soumis.

Art. 11. — L'autorisation d'exercer peut être retirée, conformément à l'article 3 de la loi du 28 novembre 1955, à tout professeur qui ne serait plus en état de donner un enseignement comportant des garanties suffisantes de technique et de sécurité pour la formation morale des élèves ou pour leur santé physique ou qui aurait encouru une des condamnations prévues à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 novembre 1955. Ces dispositions visent notamment tout professeur qui contreviendrait aux dispositions de l'arrêté interministériel sur l'hygiène, la technique et la sécurité de l'enseignement, prévu à l'article 2 de la loi du 28 novembre 1955.

Tout professeur à qui l'autorisation d'exercer a été retirée dans les conditions fixées à l'article 9 du décret du 3 mai 1958 ne peut être réintégré qu'après avoir subi à nouveau les examens prévus pour la délivrance du diplôme, sauf avis contraire de la commission académique de discipline ou de la juridiction d'appel.

Art. 12. — Tout professeur de judo, jiu-jitsu et de méthodes de combat assimilées qui se signale par des services rendus à la cause du sport peut recevoir les récompenses suivantes :

- a) Lettre de félicitations du comité consultatif national ;
- b) Lettre de félicitations du ministre chargé des sports ;
- c) Ordre du Mérite sportif.

Art. 13. — L'autorité compétente pour fournir le renseignement exigé par l'article 4 du décret du 3 mai 1958 est le procureur de la République du lieu de naissance pour les personnes nées en France et le ministère de la justice (service du casier judiciaire central) pour les personnes nées à l'étranger.

Art. 14. — Chaque année les services départementaux de la jeunesse et des sports dressent la liste des professeurs enseignant dans le département à la date du 31 décembre de l'année précédente. Cette liste est transmise avant le 1<sup>er</sup> février au recteur de l'académie, au comité consultatif national et au ministre chargé des sports (haut commissariat à la jeunesse et aux sports, 2<sup>e</sup> bureau).

Art. 15. — La possession du récépissé de déclaration prévu à l'article 3 du décret du 3 mai 1958 donne droit au port de l'insigne de professeur de judo, jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées, dont le modèle est établi par le comité consultatif national et approuvé par le ministre chargé des sports.

Art. 16. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 25 mars 1959.

Pour le ministre de l'éducation nationale et par délégation :

*Le haut commissaire à la jeunesse et aux sports,*

MAURICE HÉROG.

#### Garanties minima d'hygiène et de sécurité des salles consacrées à l'enseignement ou à l'exercice du judo, du jiu-jitsu et méthodes de combat assimilées.

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la santé publique et de la population,

Vu la loi n° 55-1563 du 28 novembre 1955 réglementant la profession de professeur de judo et de jiu-jitsu et l'ouverture des salles destinées à l'enseignement de ces sports de combat ;

Vu le décret n° 58-171 du 3 mai 1958 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi susvisée du 28 novembre 1955 ;

Vu l'arrêté en date du 9 janvier 1959 du ministre de l'éducation nationale portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports ;

Sur proposition du sous-directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Toute salle ou établissement consacré entièrement ou partiellement à l'enseignement ou à l'exercice du judo, du jiu-jitsu ou des méthodes de combat assimilées doit présenter les garanties minima suivantes d'hygiène, de technique et de sécurité :

#### 1<sup>o</sup> Aire de travail.

Surface minimum du tapis ou du parquet : 25 mètres carrés (largeur minimum 3,50 mètres). Au-dessus de six couples pratiquant, elle sera augmentée de 4 mètres carrés par couple.

Tracé d'une zone de travail libérant une bande de 20 cm de large sur la bordure du tapis, afin d'éviter les chutes en dehors ou sur les tendeurs du tapis.

Tapis de chute et bâche ou éventuellement parquet, conformes aux règlements techniques définis par la fédération française de judo et disciplines assimilées. Le dépoussiérage régulier et efficace du tapis devra être assuré.

#### 2<sup>o</sup> Protection de la salle.

Capitonnage de tout obstacle (angles, cheminées, piliers) situés à une distance inférieure à 1 mètre du tapis ou du parquet.

Installation d'un système de protection efficace devant les surfaces vitrées situées à une distance inférieure à 1 mètre du tapis ou du parquet.

#### 3<sup>o</sup> Equipement de la salle.

Hauteur minimum du plafond : 2,50 mètres sous éclairage.

Existence d'un système d'aération et de ventilation assurant un renouvellement d'air d'au moins 30 mètres cubes par personne et par heure.

Equipement hygiénique et sanitaire : une douche par quinze pratiquants effectifs, W.-C. et vestiaires en rapport avec le nombre des élèves.

#### 4<sup>o</sup> Dispositions diverses.

Existence d'une boîte médicale de secours bien équipée en vue des premiers soins à apporter en cas d'accident et d'une toile de transport permettant l'évacuation d'un blessé immobilisé.

Affichage dans un lieu apparent de l'adresse des médecins responsables du club ou de la salle et de l'hôpital le plus proche ainsi que tous les renseignements utiles (numéro de téléphone des médecins, de l'ambulance, etc.).

Cahier d'observations et de contrôle, coté et paraphé par le directeur ou responsable de la salle ou de l'établissement et par le chef du service départemental de la jeunesse et des sports, à la disposition des autorités compétentes de contrôle prévues à l'article 11 du décret du 3 mai 1958.

Indication visible de l'existence d'un cahier de réclamations.

Les kimonos sont en principe individuels. Les kimonos mis à la disposition des pratiquants par l'établissement seront maintenus en état constant de propreté et ne pourront servir à un nouveau pratiquant qu'après lavage complet à chaud.

Toutefois les organismes ou fédérations sportives désireux d'ouvrir une salle ou établissement de caractère non commercial pourront éventuellement bénéficier des dispositions transitoires instituées par l'article 7 ci-dessus.

Ces dérogations ne seront valables que pour les demandes présentées dans un délai de deux ans à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 2. — Toute personne enseignant le judo, le jiu-jitsu ou les méthodes de combat assimilées dans une salle ou un établissement consacré entièrement ou partiellement à l'enseignement ou à l'exercice de ces sports de combat doit :

1<sup>o</sup> Remplir les conditions fixées par la loi du 28 novembre 1955 et le décret du 3 mai 1958 ;

2<sup>o</sup> Assurer personnellement son enseignement, aucune classe ou groupe d'élèves placés sous l'autorité d'une seule et même personne ne devant dépasser le chiffre maximum de quarante élèves travaillant effectivement sur le tapis. La présence constante du professeur et sa surveillance effective sont obligatoires.

Art. 3. — Toute personne ou organisme désireux d'ouvrir, de rouvrir ou ayant ouvert depuis la date de publication de la loi du 28 novembre 1955 une salle ou un établissement consacré à l'enseignement ou à l'exercice du judo, du jiu-jitsu ou des méthodes de combat assimilées doit, conformément à l'article 10 du décret du 3 mai 1958, adresser une déclaration au recteur d'académie, par l'intermédiaire du service départemental de la jeunesse et des sports du département où se trouve la salle ou l'établissement. Cette déclaration doit être accompagnée des pièces suivantes :

1<sup>o</sup> Un certificat de nationalité ;

2<sup>o</sup> Eventuellement, si l'exploitant, le gérant ou le responsable est étranger, la justification que l'intéressé est en régie avec les dispositions de l'article 14 du décret du 3 mai 1958 ;